

**Convention collective interrégionale**

IDCC : 172. – **INDUSTRIE DU BOIS DE PIN MARITIME  
EN FORÊT DE GASCogne**  
(29 mars 1956)

(Etendue par arrêté du 6 septembre 1956,  
*Journal officiel* du 5 octobre 1956)

■ *Journal officiel* du 25 novembre 2008

**Arrêté du 17 novembre 2008 portant extension d'un avenant à la  
convention collective régionale de l'industrie du bois de pin  
maritime en forêt de Gascogne (n° 172)**

NOR : MTST0827205A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 1956 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 12 octobre 2008, portant extension de la convention collective régionale de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne du 29 mars 1956 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 5 (annexes 1 à 4) du 3 juillet 2008, relatif à la politique salariale, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 28 octobre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective régionale de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne du 29 mars 1956,

les dispositions de l'avenant n° 5 (annexes 1 à 4) du 3 juillet 2008, relatif à la politique salariale, à la convention collective susvisée sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 novembre 2008.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice des relations individuelles  
et collectives du travail,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* — Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère fascicule conventions collectives n° 2008/41, disponible à la direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.